

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

9 MARS 1999

## Projet de loi relative à la réforme des cantons judiciaires

**RAPPORT**  
FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DE LA JUSTICE  
PAR M. BOURGEOIS

La commission de la Justice a examiné le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport au cours de ses réunions des 3 et 9 mars 1999.

### I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Le ministre attire l'attention sur le fait que la Chambre des représentants n'a apporté qu'un nombre limité de modifications au texte qui lui avait été transmis.

Tout d'abord, elle a opté pour le maintien du système rigide actuel de compétence *ratione loci* dans l'hypothèse de deux cantons, mais sous la forme de sections. L'on a donc complété l'article 186 existant du

Ont participé aux travaux de la commission:

1. Membres effectifs: MM. Lallemand, président, Coveliers, Desmedt, Mme Delcourt-Pêtre, MM. D'Hooghe, Erdman, Goris, Hatry, Loones, Mme Merchiers, MM. Raes, Vandenberghe et Bourgeois, rapporteur.
3. Autre sénateur: M. Anciaux.

Voir:

Documents du Sénat:

1-1139 - 1998/1999:

Nº 8: Projet amendé par la Chambre des représentants.

Nº 9: Amendements.

Les annexes seront distribuées ultérieurement.

# BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1998-1999

9 MAART 1999

## Wetsontwerp betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons

**VERSLAG**  
NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE JUSTITIE  
UITGEBRACHT DOOR  
DOOR DE HEER BOURGEOIS

De commissie voor de Justitie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 3 en 9 maart 1999.

### I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN JUSTITIE

De minister vestigt de aandacht op het feit dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers een beperkt aantal wijzigingen werden doorgevoerd.

In de eerste plaats werd de voorkeur gegeven om het huidige rigide systeem inzake de bevoegdheid *ratione loci* bij de hypothese van twee kantons te bewaren, doch onder de vorm van secties. Er werd

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen:

1. Vaste leden: de heren Lallemand, voorzitter, Coveliers, Desmedt, mevrouw Delcourt-Pêtre, de heren D'Hooghe, Erdman, Goris, Hatry, Loones, mevrouw Merchiers, de heren Raes, Vandenberghe en Bourgeois, rapporteur.
3. Andere senator: de heer Anciaux.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

1-1139 - 1998/1999:

Nr. 8: Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 9: Amendementen.

De bijlagen zullen later worden rondgedeeld.

Code judiciaire par une disposition nouvelle prévoyant que, dans les cantons de justice de paix fusionnés, lorsque le législateur a prévu deux sièges ou plus, le Roi est chargé de déterminer le territoire sur lequel chaque siège exerce sa juridiction. L'on évite ainsi que le justiciable d'un canton qui compte deux sièges et dans lequel un juge de complément officie, n'ait *de facto* la possibilité de choisir son juge.

La deuxième modification se présente sous la forme d'une disposition transitoire qui prévoit que les anciennes justices de paix d'avant l'entrée en vigueur de la future loi restent saisies de certaines causes pendant ces. L'application de cette disposition transitoire a été limitée dans le temps. Les anciennes justices de paix ne resteront en fonction que pour les causes dont les débats ont été clôturés et qui ont été mises en délibéré.

Par ailleurs, une petite adaptation a également été apportée à l'arrondissement de Charleroi. Dans cet arrondissement, la commune de Gerpinnes a été retirée du canton de Thuin pour être rattachée à un des cantons de Charleroi. Une autre commune, Montigny-le-Tilleul, a par contre été rattachée au canton de Thuin, de telle sorte que la charge de travail reste identique.

Enfin, une correction mineure est intervenue en ce qui concerne la commune de Horebeke, qui ne compte que 2 000 habitants, et l'on a procédé au toilettage du texte de loi.

Le ministre se réjouit que cette réorganisation globale des cantons de justice de paix, qui revêt une importance capitale, ait pu se faire dans un large consensus et il félicite le Sénat pour le travail méritoire que celui-ci a accompli en la matière. Le ministre espère que le projet sera adopté dans les plus brefs délais et que les préparatifs pourront débuter afin que cette réforme se déroule sans heurts dès le 1<sup>er</sup> septembre 2000.

## II. DISCUSSION GÉNÉRALE

Un membre fait référence au nouvel article 3, qui dispose que lorsqu'un canton de justice de paix compte plusieurs sièges, chaque siège a un greffe. Le Roi détermine le territoire sur lequel chaque siège exerce sa juridiction selon les règles de la compétence territoriale. Dans quelle mesure cette règle diffère-t-elle du système actuel ?

L'intervenant fait également référence à la situation dans les cantons bruxellois. Lors du premier examen du texte par le Sénat, l'intervenant n'avait déposé aucun amendement parce qu'il avait été dit que le projet recueillait l'approbation unanime des juges de paix. Or, à y regarder de plus près, il s'est avéré que l'on était loin du compte. Les juges de paix de Bruxelles n'ont en effet pas été invités à donner leur avis sur la

aldus een bepaling toegevoegd in het bestaande artikel 186 van het Gerechtelijk Wetboek, zodat in de gefuseerde vrederechtelijke kantons, waar de wetgever twee of meer vestigingsplaatsen heeft aangewezen, aan de Koning de opdracht wordt gegeven om de geografische bevoegdheid van de onderscheiden zetels vast te leggen. Hierdoor wordt vermeden dat in een kanton met twee vestigingsplaatsen, doch waar ook een toegevoegd rechter actief is, er *de facto* een vorm van keuze van rechter zou kunnen gebeuren.

Een tweede wijziging is de overgangsbepaling met betrekking tot het aanhangig blijven van hangende zaken in het oude vrederecht van voor de inwerkingtreding van deze wet. Deze overgangsbepaling werd in de tijd beperkt. De oude vrederechten zullen slechts die zaken afwerken waarvan de debatten werden gesloten en die in beraad zijn gehouden.

Vervolgens is er nog een kleine aanpassing betreffende het arrondissement Charleroi. Daar is de gemeente Gerpinnes weggehaald uit het kanton Thuin, om toegevoegd te worden aan een van de kantons Charleroi. Een andere gemeente, Montigny-le-Tilleul werd dan toegevoegd aan het kanton Thuin, zodat de werklast identiek blijft.

Tenslotte is er nog een kleine correctie doorgevoerd met de gemeente Horebeke die slechts 2 000 inwoners telt en werden een aantal schoonheidsfoutjes in de wet rechtgezet.

De minister is verheugd dat deze globale en belangrijke herschikking van de vrederechtelijke kantons in ruime consensus is kunnen gebeuren en de Senaat heeft terzake zeer verdienstelijk werk verricht. Hij hoopt dat het ontwerp snel wet zal worden en dat de voorbereiding kan worden opgestart om op 1 september 2000 deze hervorming vlekkeloos te laten gebeuren.

## II. ALGEMENE BESPREKING

Een lid verwijst naar het nieuw artikel 3. Dit artikel bepaalt, wanneer een vrederechtelijk kanton meerdere zetels heeft, dat er in elke zetel een griffie is. De Koning bepaalt het gebied binnen welk elke zetel zijn rechtsmacht, naar de regels van de territoriale bevoegdheid, uitoefent. In welke mate verschilt deze regel van het huidige systeem?

Tevens verwijst spreker naar de situatie in de Brusselse kantons. Bij een eerste behandeling door de Senaat had spreker geen amendementen ingediend, omdat werd gesteld dat het ontwerp was onthaald op een unanieme goedkeuring van de vrederechters. Dit bleek echter, bij nader inzicht, niet echt het geval. De vrederechters te Brussel werden immers niet om advies gevraagd over de definitieve versie van het ont-

version définitive du projet. C'est ainsi qu'ils n'étaient pas au courant de la suppression d'un canton à Ixelles.

Le ministre a précisé que l'objectif était d'arriver à une moyenne de 50 000 habitants par canton. Or, Ixelles compte 75 000 habitants et présente un caractère urbain très prononcé avec de nombreuses activités commerciales. Les deux cantons existants ont donc fort à faire.

Les statistiques demandées concernant les activités des cantons n'ont pas été fournies par le ministre. L'intervenant a l'impression que la suppression d'un canton entraînera une surcharge de travail pour les autres cantons. Il prône le maintien de la situation existante et dépose un amendement à cet effet (*cf. infra*).

Le troisième point résulte d'une discussion avec les juges de paix des cantons de Bruxelles, qui seront ramenés de neuf à six. Comment ces cantons seront-ils répartis entre les juges de paix existants ?

Le ministre répond à la première question que l'amendement de la Chambre des représentants qui vise à insérer un nouvel article 3, ne change pas grand-chose à la situation existante.

L'amendement qui a été adopté à la Chambre des représentants présente un avantage en ce sens qu'il ne pourra pas y avoir de déplacement de la charge de travail. L'on craignait, dans les grands cantons à deux sièges, où l'on ajouterait éventuellement un juge de complément, que l'on puisse choisir *de facto* son juge.

L'intervenant cite l'exemple de Neerpelt-Lommel, où l'on courrait le risque qu'un juge de complément travaille à Lommel et que les habitants de l'ensemble du canton puissent choisir le juge de paix auquel ils soumettraient leur affaire.

En outre, les petits sièges craignaient que les avocats ne se dirigent systématiquement vers l'endroit le plus facile d'accès, auquel cas les petits sièges auraient de moins en moins d'affaires à traiter et seraient, à terme, menacés de suppression. L'objet du projet n'était pas, bien au contraire, de réduire la proximité entre les justices de paix et le citoyen. Il visait à élaborer un système dans lequel le juge de paix se déplacerait, et non pas le citoyen.

Le ministre confirme qu'il y aura un greffe dans chaque siège. Le Roi peut déjà fixer les heures d'ouverture du greffe.

En ce qui concerne le cas d'Ixelles, le ministre précise qu'actuellement, il y a, sur le territoire de Bruxelles-Capitale, une série de cantons de justices de paix comptant entre 70 000 et 80 000 habitants. C'est le cas d'Uccle, de Woluwé, de Jette et d'Ixelles. Molenbeek compte 68 000 habitants. Actuellement, une seule de

werp. Zo waren zij niet op de hoogte van de afschaffing van een kanton te Elsene.

De minister verduidelijkt dat het de bedoeling was tot een gemiddelde van 50 000 inwoners per kanton te komen. Elsene telt 75 000 inwoners, maar vertoont een zeer stedelijk patroon met veel handelszaken. De twee bestaande kantons hebben dan ook de handen vol.

De gevraagde statistieken over de werkzaamheden van de kantons werden door de minister niet overhandigd. Spreker heeft de indruk dat de afschaffing van een kanton zal leiden tot een overbelasting van het overblijvende kanton. Hij opteert voor de handhaving van de bestaande situatie en dient daartoe een amendement in (*cf. infra*).

Het derde punt vloeit voort uit een discussie met de vrederechters van de kantons Brussel, die van negen tot zes worden herleid. Hoe zullen deze kantons worden verdeeld onder de bestaande vrederechters ?

De minister antwoordt op de eerste vraag dat het amendement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, tot invoeging van een nieuw artikel 3, slechts weinig verandert aan de huidige situatie.

Het voordeel van het amendement dat werd aangenomen in de Kamer van volksvertegenwoordigers is dat er geen verschuiving van de werklast kan zijn. De vrees bestond in de grote kantons met twee zetels, waar eventueel een toegevoegd rechter zou worden bijgezet, dat men *de facto* zou kunnen overgaan tot een keuze van rechter.

Spreker citeert het voorbeeld van Neerpelt-Lommel, waar het risico bestond dat een toegevoegd vrederechter in Lommel zou actief zijn en dat de inwoners van het geheel van het kanton zouden kunnen kiezen voor welke vrederechter zij hun zaak zouden aanbrengen.

Tevens vreesden de kleinere zetels dat de advocaten automatisch naar de meest bereikbare plaats zouden stappen. Aldus zouden de kleinere zetels slechts weinig zaken te behandelen hebben en op termijn met afschaffing worden bedreigd. Het ontwerp had daarentegen geenzins de bedoeling de nabijheid van de vrederechters bij de inwoner te verminderen en wilde een systeem uitwerken waarbij de vrederechter zich zou verplaatsen en niet de burger.

De minister bevestigt dat een griffie zich zal bevinden in elke zetel. Ook vandaag kan de Koning de openingsuren van de griffie bepalen.

Wat de problematiek van Elsene betreft, verduidelijkt de minister dat er vandaag in het grondgebied van Brussel-Hoofdstad een aantal vrederechtcantons zijn met een inwoneraantal tussen de 70 000 en 80 000. Dit is het geval voor Ukkel, Woluwe, Jette en Elsene. Molenbeek heeft 68 000 inwoners. Slechts een

ces communes est desservie par deux cantons de justices de paix. Les deux juges de paix travaillent comme juge de paix de complément dans d'autres cantons, étant donné que la charge de travail qui pèse sur eux dans leur propre canton leur permet encore d'assister leurs collègues dans une certaine mesure. L'aide de ces juges de paix est tout à leur honneur.

Le ministre promet néanmoins de nommer trois juges de complément, pour qu'Ixelles puisse disposer au minimum d'un juge de paix et demi. L'on pourra ainsi mettre au point une solution définitive pour les cinq cantons qui posent problème actuellement.

Le ministre renvoie aux statistiques en annexe.

À la troisième question, le ministre répond que le but est de garantir aux juges de paix qu'ils pourront conserver le canton où ils se trouvent actuellement (cf. doc. Chambre, n° 1891/10, 1998/1999, p. 40).

À Bruxelles 3, l'on trouve donc les juges de Bruxelles 3, de Bruxelles 5 et de Bruxelles 6. Il faut tenir compte du fait qu'une série de juges de paix partiront à la retraite à court terme, si bien que l'on pourra postuler pour un autre canton de Bruxelles-Capitale (par exemple, Etterbeek). En outre, l'on pourra demander à être juge de complément dans d'autres cantons ou tribunaux de police.

L'on doit savoir aussi que l'accord octopartite prévoit que, grâce à la carrière plane, ces juges de complément auront le même traitement à la fin de leur carrière que les juges de paix de première classe.

Un membre attire l'attention sur le fait que, lorsque deux juges sont nommés dans le même canton, c'est le juge de paix ayant le plus d'ancienneté qui assume l'ordre de service (voir également le cas du tribunal de police).

### III. DISCUSSION DES ARTICLES

#### Article 5

MM. Desmedt et Foret déposent les amendements ci-après (doc Sénat n° 1-1139/9, amendements n°s 15 et 16):

*Amendement n° 15:*

*«À l'article 1<sup>er</sup> proposé, dans la section 4, remplacer l'alinéa 12 par ce qui suit :*

*«La partie du territoire de la commune d'Ixelles située au nord de la ligne médiane des rue du Sceptre, place Raymond Blyckaerts, rue Malibran, place Eugène Flagey et rue Lesbroussart forme le premier canton d'Ixelles : le siège en est établi à Ixelles.*

van deze gemeenten wordt thans door twee vredege-rechtkantons bediend. Beide vrederechters zijn actief als toegevoegd vrederechter in andere kantons, omdat zij op basis van de werklast in hun eigen kanton nog enige ruimte hebben om collega's bij te staan. Dit strekt deze vrederechters tot eer.

De minister belooft wel drie toegevoegde rechters te benoemen, zodat Elsene zal kunnen beschikken over minstens anderhalve vrederechter. Aldus krijgt men de gelegenheid een definitieve oplossing uit te werken voor de vijf kantons waar er vandaag proble- men bestaan.

De minister verwijst naar de statistieken als bijlage.

Op de derde vraag antwoordt de minister dat het de bedoeling is aan de vrederechters de waarborg te verlenen dat zij het kanton waar zij vandaag zijn benoemd kunnen behouden (zie Stuk Kamer, 1891/10 - 1998-1999, p. 40).

In Brussel 3 vindt men aldus de rechters van Brussel 3, Brussel 5 en Brussel 6. Men moet rekening houden met het feit dat een aantal vrederechters op korte termijn met pensioen zullen gaan, zodat de mogelijkheid vrijkomt te postuleren voor een ander kanton in Brussel-Hoofdstad (bij voorbeeld Etterbeek). Tevens kunnen zij verzoeken toegevoegd vrederechter te zijn in andere kantons of in politierechtbanken.

Men moet ook voor ogen houden dat het Octopus-akkoord met de vlakke loopbaan voorziet dat deze toegevoegde rechters op het einde van hun loopbaan hetzelfde zullen verdienen dan de vrederechters eerste klas.

Een lid vestigt de aandacht op het feit dat, wanneer twee rechters in eenzelfde kanton zijn benoemd, de vrederechter met de grootste anciënniteit de dienstre-geling op zich neemt (zie ook de politierechtbank).

### III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

#### Artikel 5

De heren Desmedt en Foret dienen volgende amen-de-menten in (Stuk Senaat, nr. 1-1139/9, amendemen-ten nrs. 15 en 16):

*Amendement nr. 15:*

*«In het voorgestelde artikel 1, afdeling 4, het twaalfde lid vervangen door de volgende bepaling :*

*«Het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Elsene gelegen ten noorden van de middel-lijn van de Scepterstraat, het Raymond Blyckaerts-plein, de Malibranstraat, het Eugène Flageyplein en de Lesbroussartstraat vormt het eerste gerechtelijk kanton Elsene; de zetel van het gerecht is gevestigd te Elsene.*

*La partie du territoire de la commune d'Ixelles située au sud de la ligne Malibran, place Eugène Flagey et rue Lesbroussart ainsi que la partie du territoire de la commune d'Ixelles située à l'ouest du territoire de la ville de Bruxelles englobant l'avenue Louise forment le deuxième canton d'Ixelles; le siège en est établi à Ixelles. ».*

### Justification

*L'amendement vise à conserver la situation actuelle dans la commune d'Ixelles qui comporte deux cantons judiciaires. La situation de cette importante commune bruxelloise ne peut en effet se résumer au seul critère démographique qui préside à la philosophie du projet de loi.*

*Formellement, la décision d'unifier les deux cantons d'Ixelles a été prise sans avoir demandé l'avis du Conseil d'État: ce texte a été rajouté in extremis au texte initial soumis au Sénat.*

*Quant au fond, la commune d'Ixelles comprend sur son territoire de très nombreuses sociétés qui y ont leur siège et dont les conditions générales prévoient que le ressort est compétent pour les contentieux qui ressortent de la juridiction cantonale.*

*Par ailleurs, le territoire de cette commune comprend de nombreux «kots d'étudiants» vu la proximité de deux universités et de plusieurs écoles supérieures, ce qui accroît également le travail des magistrats dont le rôle actuel, alors que le canton est doublé, est déjà important.*

*Enfin le caractère cosmopolite du tissu géographique de la commune entraîne de nombreux conflits dans le cadre desquels les justiciables entament un recours ou se défendent en personne. Il est indispensable que deux juges de proximité puissent rendre justice même lorsque les parties ne sont pas assistées de conseils, ce qui ne sera plus possible si leurs audiences sont surchargées.*

### Amendement n° 16:

*«À l'article 1<sup>er</sup> proposé, dans la section 4, remplacer l'alinéa 16 par ce qui suit:*

*«La partie du territoire de la commune de Schaerbeek délimitée par les lignes médianes des rue du Pavillon, rue des Ailes, rue de Jérusalem, avenue Louis Bertrand, avenue Voltaire et avenue Paul Deschanel forme le premier canton de Schaerbeek; le siège en est établi à Schaerbeek.*

*Het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Elsene gelegen ten zuiden van de middellijn van de Malibranstraat, het Eugène Flageyplein en de Lesbroussartstraat en het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Elsene gelegen ten westen van het grondgebied van de stad Brussel waarvan de Louizalaan deel uitmaakt, vormen het tweede gerechtelijk kanton Elsene; de zetel van het gerecht is gevestigd te Elsene. ».*

### Verantwoording

*Het amendement heeft tot doel de huidige situatie in de gemeente Elsene, die uit twee gerechtelijke kantons bestaat, te behouden. De situatie van deze belangrijke Brusselse gemeente mag immers niet alleen worden beperkt tot het demografische criterium dat aan het wetsontwerp ten grondslag ligt.*

*Wat de vorm betreft, werd de beslissing om de twee kantons van Elsene samen te voegen genomen zonder het advies van de Raad van State te vragen: die tekst werd in extremis gevoegd bij de oorspronkelijke tekst die aan de Senaat werd voorgelegd.*

*Wat de inhoud betreft, bevinden zich op het grondgebied van de gemeente Elsene tal van vennootschappen die er hun zetel hebben en waarvan de algemene voorwaarden bepalen dat het rechtsgebied bevoegd is voor de geschillen die onder de kantonnale rechtsmacht ressorteren.*

*Als gevolg van de nabijheid van twee universiteiten en verschillende hogescholen zijn er in Elsene voorts een groot aantal studentenkamers, wat ook meer werk met zich brengt voor de magistraten, op wier rol nu reeds heel wat zaken zijn ingeschreven, hoewel er thans twee kantons zijn.*

*Ten slotte geeft het kosmopolitische karakter van de geografische structuur van de gemeente aanleiding tot tal van conflicten in het kader waarvan de rechtzoekenden beroep instellen of zich persoonlijk verdedigen. Het is onontbeerlijk dat twee buurtrechters recht kunnen spreken, zelfs wanneer de partijen niet door raadslieden zijn bijgestaan, wat niet meer mogelijk zal zijn als hun terechtzittingen overbelast zullen zijn.*

### Amendement nr. 16:

*«In het voorgestelde artikel 1, afdeling 4, het zestiende lid vervangen als volgt:*

*«Het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Schaerbeek afgebakend door de middellijnen van de Paviljoenstraat, de Vleugelsstraat, de Jeruzalemstraat, de Louis Bertrandlaan, de Voltairelaan en de Paul Deschanellaan vormt het eerste gerechtelijk kanton Schaerbeek; de zetel van het gerecht is gevestigd te Schaerbeek.*

*La partie du territoire de la commune de Schaerbeek délimitée par les lignes médianes de l’avenue Charles Gilisquet, avenue Chazal, square Prévost-Delaunay, avenue Général Eisenhower, avenue des Azalées, avenue Voltaire, avenue Louis Bertrand, rue de Jérusalem, rues des Ailes et du Pavillon forme le second canton de Schaerbeek; le siège en est établi à Schaerbeek.*

*La partie du territoire de la commune de Schaerbeek située à l’est de la ligne médiane de l’avenue Charles Gilisquet et de l’avenue Chazal, au sud de la ligne médiane des square Prévost-Delaunay, avenue Général Eisenhower et avenue des Azalées, à l’est de la ligne médiane de l’avenue Paul Deschanel forme le troisième canton de Schaerbeek; le siège en est établi à Schaerbeek. »*

#### Justification

*L’amendement vise à conserver la situation actuelle dans la commune de Schaerbeek qui comporte trois cantons judiciaires. La situation de cette importante commune bruxelloise ne peut en effet se résumer au seul critère démographique qui préside à la philosophie du projet de loi.*

*La réduction de trois à deux cantons prévue par le projet de loi ne tient en effet nullement compte de la présence sur le territoire de la commune du centre psychiatrique de Titeca, qui constitue pour le magistrat du troisième canton une importante source de travail depuis la loi de 1993 sur les malades mentaux.*

*Schaerbeek est en outre la huitième commune du Royaume en nombre d’habitants (106 000 habitants) et il est illogique de ne lui attribuer que deux cantons en comparaison avec d’autres communes de même envergure qui ne se voient pas amputées de juridictions cantonales.*

*Par ailleurs, le caractère cosmopolite du tissu géographique de la commune entraîne de nombreux débats où les justiciables entament un recours ou se défendent en personne. Il est indispensable que trois juges de proximité puissent rendre justice même lorsque les parties ne sont pas assistées de conseils, ce qui ne sera plus possible si leurs audiences sont surchargées.*

*En outre, le fait d’octroyer trois juges de complément à Ixelles, Uccle et Woluwe-Saint-Pierre ne règle nullement le problème du canton de Schaerbeek.*

*Het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Schaarbeek afgebakend door de middellijnen van de Charles Gilisquetlaan, de Chazallaan, de Prévost-Delaunaysquare, de generaal Eisenhouwerlaan, de Azalealaan, de Voltairelaan, de Louis Bertrandlaan, de Jeruzalemstraat, de Vleugelsstraat en de Paviljoenstraat vormt het tweede gerechtelijk kanton Schaarbeek; de zetel van het gerecht is gevestigd te Schaarbeek.*

*Het gedeelte van het grondgebied van de gemeente Schaarbeek gelegen ten oosten van de middellijn van de Charles Gilisquetlaan en de Chazallaan, ten zuiden van de middellijnen van de Prévost-Delaunaysquare, de generaal Eisenhouwerlaan, en de Azalealaan, ten oosten van de middellijn van de Paul Deschanellan vormt het derde gerechtelijk kanton Schaarbeek; de zetel van het gerecht is gevestigd te Schaarbeek. »*

#### Verantwoording

*Het amendement strekt ertoe de huidige situatie in de gemeente Schaarbeek, die uit drie gerechtelijke kantons bestaat, te behouden. De situatie van deze belangrijke Brusselse gemeente mag immers niet alleen worden beperkt tot het demografische criterium dat aan het wetsontwerp ten grondslag ligt.*

*De vermindering van drie naar twee kantons waarin het wetsontwerp voorziet, houdt immers hoegenaamd geen rekening met de aanwezigheid, op het grondgebied van de gemeente, van het psychiatrisch centrum Titeca, dat de magistraat van het derde kanton sinds de wet van 1993 op de geesteszieken heel wat werk bezorgt.*

*Schaarbeek is bovendien qua aantal inwoners (106 000) de achtste gemeente van het Rijk en het ware onlogisch die gemeente maar twee kantons toe te wijzen in vergelijking met steden van een vergelijkbare omvang die geen gerechtelijke kantons hoeven in te leveren.*

*Anderzijds geeft het kosmopolitische karakter van de gemeente (inwoners uit diverse geografische streken) aanleiding tot tal van conflicten waarbij de rechtzoekenden beroep instellen of zich persoonlijk verdedigen. Het is absoluut noodzakelijk dat drie buurtrechters recht kunnen spreken zelfs wanneer de partijen niet worden bijgestaan door raadslieden, wat niet langer mogelijk zal zijn als hun terechtzittingen overbelast zijn.*

*Bovendien houdt het feit dat Elsene, Ukkel en Sint-Pieters-Woluwe drie toegevoegde rechters toegekend krijgen, hoegenaamd geen regeling in voor het probleem van het gerechtelijk kanton Schaarbeek.*

## Article 7

MM. Desmedt et Foret déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1139/9, amendement n° 18), libellé comme suit :

*« Dans l'article 5 proposé, au point 7, remplacer les mots « les deux cantons de Schaerbeek » par les mots « les trois cantons de Schaerbeek. »*

### Justification

*Cet amendement est la suite logique de l'amendement n° 3.*

## Article 8

MM. Desmedt et Foret déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1139/9, amendement n° 17), libellé comme suit :

*« Dans l'article 5 proposé, au point 7, remplacer les mots « le canton d'Ixelles » par les mots « les deux cantons d'Ixelles. »*

### Justification

*Cet amendement est la suite logique de l'amendement n° 2.*

## Article 22

MM. Desmedt et Foret déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1139/9, amendement n° 19), libellé comme suit :

*« Au § 4, supprimer le deuxième alinéa. »*

### Justification

*L'amendement n° 3 vise à maintenir la situation actuelle pour la commune de Schaerbeek qui comprend trois cantons.*

## IV. VOTES

Un commissaire déclare qu'il rejettéra les amendements. Il renvoie à la discussion générale, au cours de laquelle le ministre a fourni une réponse convaincante. De plus, il avait été décidé, lors du premier examen au Sénat, de ne pas remettre en cause le redécoupage des cantons.

Il faut reconnaître que quelques juges de paix de Bruxelles ne doivent actuellement faire face qu'à un faible volume de travail.

Enfin, on peut dire que si l'on invoque le nombre d'habitants de Bruxelles pour redessiner les limites des cantons, il faut également le faire en ce qui concerne la Flandre et la Wallonie.

Ce point de vue est contesté par l'auteur des amendements.

## Artikel 7

De heren Desmedt en Foret dienen een amendement (Stuk Senaat, nr. 1-1139/9, amendement nr. 18), luidende :

*« In het voorgestelde artikel 5, punt 7, de woorden « de twee kantons Schaarbeek » vervangen door de woorden « de drie kantons Schaarbeek. »*

### Verantwoording

*Dit amendement is de logische uitloper van amendement nr. 3.*

## Artikel 8

De heren Desmedt en Foret dienen een amendement (Stuk Senaat, nr. 1-1139/9, amendement nr. 17), luidende :

*« In het voorgestelde artikel 5, punt 7, de woorden « het kanton Elsene » vervangen door de woorden « de twee kantons Elsene. »*

### Verantwoording

*Dit amendement is de logische uitloper van amendement nr. 2.*

## Artikel 22

De heren Desmedt en Foret dienen een amendement (Stuk Senaat, nr. 1-1139/9, amendement nr. 19), luidende :

*« In § 4, het tweede lid weglaten. »*

### Verantwoording

*Amendement nr. 3 strekt tot het behoud van de bestaande toestand in de gemeente Schaarbeek, die drie kantons omvat.*

## IV. STEMMINGEN

Een lid verklaart de amendementen te zullen verwerpen. Hij verwijst naar de algemene besprekking waar de minister een overtuigend antwoord formuleerde. Vervolgens werd bij de eerste behandeling in de Senaat beslist de hertekening per kanton niet in vraag te stellen.

Men moet toegeven dat enkele vrederechters te Brussel vandaag slechts een geringe werklast hebben.

Tenslotte kan men stellen dat men, indien men het inwoneraantal inroeft voor Brussel om de hertekening van de kantons door te voeren, dit ook moet gebeuren voor Vlaanderen en Wallonië.

Dit standpunt wordt betwist door de indiener van de amendementen.

Articles 1<sup>er</sup> à 4

Ces articles sont adoptés par 8 voix et 1 abstention.

## Article 5

L'amendement n° 15 est rejeté par 5 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'amendement n° 16 est rejeté par 6 voix contre 2 et 1 abstention.

L'article est adopté par 8 voix et 1 abstention.

## Article 6

L'article est adopté par 8 voix et 1 abstention.

## Articles 7 et 8

Les amendements n°s 17 et 18 sont devenus sans objet à la suite des votes sur les amendements n°s 15 et 16.

Les articles sont adoptés par 8 voix et 1 abstention.

## Articles 9 à 21

Les articles sont adoptés par 8 voix et 1 abstention.

## Article 22

L'amendement n° 19 est devenu sans objet.

L'article est adopté par 8 voix et 1 abstention.

## Articles 23 à 26

Les articles sont adoptés par 8 voix et 1 abstention.

**V. VOTE FINAL**

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 8 voix et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

*Le rapporteur,  
André BOURGEOIS.*

*Le président,  
Roger LALLEMAND.*

## Artikelen 1 tot en met 4

Deze artikelen worden aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

## Artikel 5

Het amendement nr. 15 wordt verworpen met 5 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

Het amendement nr. 16 wordt verworpen met 6 tegen 2 stemmen bij 1 onthouding.

Het artikel wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

## Artikel 6

Het artikel wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

## Artikelen 7 en 8

De amendementen nrs. 17 en 18 vervallen ten gevolge van de stemmingen over de amendementen nrs. 15 en 16.

De artikelen worden aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

## Artikelen 9 tot en met 21

De artikelen worden aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

## Artikel 22

Het amendement nr. 19 vervalt.

Het artikel wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

## Artikelen 23 tot en met 26

De artikelen worden aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

**V. EINDSTEMMING**

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Het verslag is eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

*De rapporteur,  
André BOURGEOIS.*

*De voorzitter,  
Roger LALLEMAND.*